

Cote du document:	EB 2016/119/R.31/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	16
Date:	22 décembre 2016
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Proposition de cadre pour de nouveaux mécanismes de financement: renforcer le rôle de catalyseur du FIDA dans la mobilisation de ressources en faveur de la transformation du monde rural

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Luis Jiménez-McCinnis
 Directeur du Bureau des partenariats
 et de la mobilisation des ressources
 téléphone: +39 06 5459 2705
 courriel: l.jimenez-mccinnis@ifad.org

Nicole Carta
 Cheffe d'équipe de l'Unité chargée
 du secteur privé et des fondations
 téléphone: +1 212 963 0546
 courriel: n.carta@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
 Chef du Bureau
 des organes directeurs
 téléphone: +39 06 5459 2974
 courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dix-neuvième session
 Rome, 14-15 décembre 2016

Pour: Examen

Proposition de cadre pour de nouveaux mécanismes de financement: renforcer le rôle de catalyseur du FIDA dans la mobilisation de ressources en faveur de la transformation du monde rural

I. Introduction

1. En cette période critique, alors que nos partenaires de développement doivent concrétiser les engagements pris dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD), le FIDA met à profit sa collaboration avec des acteurs attachés eux aussi à transformer l'agriculture, les zones rurales et les systèmes alimentaires. Pour atteindre ces objectifs, le FIDA se positionne comme un catalyseur de dialogue et d'action afin d'accroître l'investissement dans des domaines tels que l'adaptation au changement climatique, l'égalité des sexes, la nutrition, les filières inclusives et l'accès des communautés rurales au financement. Les nouvelles possibilités ainsi offertes permettront au FIDA de mettre à profit les approches plus novatrices de nouveaux partenaires et le cofinancement provenant de nouvelles sources, ainsi que d'explorer des mécanismes mixtes à l'échelon des projets.
2. En application des résolutions 166/XXXV et 186/XXXVIII du Conseil des gouverneurs invitant le FIDA à examiner la possibilité d'accroître le financement par des mécanismes novateurs et auprès de nouvelles sources, le Fonds a lancé l'Initiative de mobilisation de ressources supplémentaires (ARM). Ces dernières années, le FIDA a mis en place plusieurs nouveaux mécanismes de mobilisation de ressources, notamment des contributions complémentaires non affectées pour quatre domaines thématiques clés dans le cadre du cycle de la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10), un emprunt d'un montant maximal de 400 millions d'EUR auprès de la Banque de développement KfW et, successivement, un Cadre d'emprunt souverain. De plus, une étude de faisabilité des emprunts sur le marché sera prochainement réalisée en rapport avec ce travail d'exploration.
3. Au début de l'année 2016, dans le cadre de l'Initiative ARM, la direction s'est fixé pour priorité d'explorer des opportunités plus pertinentes afin d'identifier de nouveaux partenaires de développement ne faisant pas partie des États membres, et en particulier de fondations philanthropiques, et d'obtenir de leur part des financements. Le Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources (PRM) a ainsi procédé à l'évaluation d'opportunités viables et a appuyé un groupe de travail interne sur la création de plusieurs nouvelles initiatives conçues pour attirer des fondations partenaires. Tout au long de ce travail, PRM a tenu dûment compte de l'expérience du FIDA en termes de fonds fiduciaires, tels que le fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, le fonds fiduciaire de l'Initiative des pays pauvres très endettés et le Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie, en complément de mécanismes de financement supplémentaires multidonateurs tels que le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF), la Plateforme pour la gestion des risques agricoles et le Programme d'appui aux organisations paysannes en Afrique.
4. Le présent document a pour objet de porter à la connaissance du Conseil d'administration l'action de la direction dans ce domaine. Elle donne un aperçu de la situation ou du contexte de mobilisation des ressources auprès de fondations et d'autres acteurs de développement non gouvernementaux, met en évidence les principaux domaines d'attraction et de mobilisation de nouveaux financements pour le FIDA et les programmes et projets qu'il appuie, et propose un cadre dont l'objet est d'orienter le FIDA dans son approche future de la mobilisation des ressources. De nouveaux mécanismes de financement qui fourniront non seulement les

ressources nécessaires, mais également des perspectives de partenariat intéressantes pour des fondations et d'autres acteurs de développement sont présentés en appendice.

II. Bilan et situation en matière de partenariat

5. La plupart des autres institutions financières internationales et organismes spécialisés des Nations Unies entretiennent d'excellentes relations avec des donateurs ne comptant pas parmi leurs États membres. La Banque mondiale, qui a créé un groupe consultatif de présidents de fondations de haut niveau, a reçu entre 2008 et 2013, de plus de 80 fondations, 1 milliard d'USD à titre de contributions à ses fonds fiduciaires. La Banque mondiale a, en outre, établi des partenariats sur l'apprentissage et la gestion des savoirs, le partage de données et les projets conjoints. En 2015, près de 30% du financement total du Fonds des Nations Unies pour l'enfance provenaient du secteur privé et d'organisations non gouvernementales (ONG). L'année dernière, la Banque interaméricaine de développement, en partenariat avec Nature Conservancy et la société Dow Chemical, a lancé la plateforme de financement multidonateur AgroLAC 2025 qui rassemble un large éventail de donateurs des secteurs public et privé et dont l'objectif est de soutenir des pratiques agricoles et des systèmes de commercialisation pérennes dans la région Amérique latine et Caraïbes. Ces organisations, qui disposent de structures sophistiquées et de personnel sur place permettant ce niveau de mobilisation, sont des modèles dont le FIDA pourra s'inspirer.
6. S'agissant des fondations philanthropiques, PRM a procédé, au début de l'année 2016, à l'identification des fondations internationales qui offrent les meilleures opportunités de partenariat, en fonction de la cohérence de leurs priorités stratégiques et géographiques. Cette étude a passé en revue 265 fondations internationales et en a identifié environ 20 avec lesquelles des partenariats peuvent être envisagés. PRM s'est attelé à la prise de contacts avec ces fondations, afin d'examiner les domaines d'intérêt mutuel et les perspectives communes. L'appui initial est mobilisé autour de plusieurs initiatives clés qui sont présentées ci-après.

III. Principaux domaines pour attirer et mobiliser les fondations et d'autres partenaires de développement

7. Par tradition, le secteur de la philanthropie se tient à l'écart de la politique mondiale et des instances multilatérales. Les ODD parviennent toutefois à rallier un plus grand nombre de ces partenaires clés, ce qui contribuera à assurer une approche coordonnée en vue de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ces progrès sont attribuables, en partie, à SDG Philanthropy Platform, un partenariat entre le Programme de développement des Nations Unies, le Foundation Center et le Rockefeller Philanthropy Advisors, dont l'objectif est d'encourager les philanthropes, les Nations Unies, les gouvernements, le secteur privé et les ONG à collaborer plus étroitement; d'inciter les philanthropes à adopter une vision et une approche plus inclusives; d'insister sur l'importance que revêt une bonne interprétation des données si l'on veut atteindre les ODD; et de promouvoir la responsabilité du secteur philanthropique.
8. Fort de cette tendance, le FIDA a identifié plusieurs fondations à visée internationale basées en Amérique du Nord, en Europe, au Moyen-Orient, en Asie et, de plus en plus, dans des pays en développement, qui œuvrent dans les domaines essentiels du mandat du FIDA. Ces fondations doivent avoir comme principales priorités la résilience au changement climatique et l'environnement, l'autonomisation économique des femmes, la sécurité alimentaire et la nutrition, la réduction de la pauvreté, le développement de l'agriculture familiale et les

contextes fragiles. Les fondations, qui sont par tradition des découvreurs et des financeurs d'approches novatrices ciblant les problèmes sociétaux les plus pressants, recherchent également des partenaires pour reproduire à plus grande échelle les approches et technologies couronnées de succès. Dans cette optique, le FIDA a identifié plusieurs points d'entrée clés pouvant être en adéquation avec les priorités de ce groupe de partenaires uniques en leur genre, tout en appuyant les objectifs décrits dans le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025.

9. En premier lieu, dans le cadre de sa mission d'appui en faveur des processus nationaux de développement, le FIDA lance un programme mondial pour s'associer avec une ou plusieurs fondations engagées dans l'aide à la formation de la prochaine génération de dirigeants nationaux. Le FIDA collaborera avec des fondations partenaires qui parrainent des programmes mondiaux d'attribution de bourses pour l'enseignement supérieur, en proposant aux diplômés une expérience professionnelle dans un bureau de pays du FIDA. Le programme Professional Pathways renforcera les programmes d'attribution de bourses en ajoutant un élément d'expérience professionnelle, offrant ainsi une possibilité d'épanouissement et de développement personnel à la prochaine génération de dirigeants des pays en développement.
10. En second lieu, il s'avère indispensable de renforcer l'aptitude du FIDA à identifier des innovations susceptibles de résoudre les problèmes rencontrés par les populations rurales et à tester et incorporer celles-ci dans des projets financés par le Fonds pour mettre en œuvre l'approche retenue dans le Cadre stratégique – à savoir agir encore plus, encore mieux et de manière encore plus avisée. En partenariat avec un noyau de fondations chefs de file, le FIDA mettra en place un nouveau modèle de collaboration conçu pour amplifier, par le biais du portefeuille du FIDA, les innovations et les approches couronnées de succès expérimentées par des fondations. Par l'intermédiaire de l'Accelerator Fund, le FIDA utilisera le volume et la portée de son programme d'action au niveau mondial pour accélérer et élargir la portée des approches et technologies innovantes en faveur du développement rural.
11. En outre, le FIDA mettra à profit les mécanismes et instruments en place pour intensifier sa collaboration avec des fondations. Il dispose déjà de plusieurs dispositifs de financement supplémentaire mis en commun et de fonds fiduciaires susceptibles d'attirer des fondations partenaires ayant les mêmes priorités. Ces dispositifs sont, entre autres, l'ASAP, le MFEF et le Mécanisme pour les réfugiés, les migrants, les déplacements forcés et la stabilité rurale, qui constituent des moyens efficaces de collaboration avec les fondations se consacrant à l'adaptation au changement climatique, aux transferts d'argent et à la diaspora mondiale et permettent d'améliorer les résultats en matière de développement dans les contextes fragiles.
12. Enfin, le FIDA est en train de mettre en place un fonds d'investissement dans l'agriculture paysanne et dans les petites et moyennes entreprises (PME), ce qui lui permettra de mettre à profit le caractère exceptionnel de son portefeuille d'organisations paysannes et mobiliser les investissements du secteur privé. Le Fonds d'investissement, ou mécanisme SIF, financera directement des PME agroalimentaires par le biais de l'octroi de crédit et de participations. Il ciblera les PME rurales auxquelles les banques et les fonds d'investissement n'offrent actuellement que peu de services. Il est également prévu de mettre en place un mécanisme d'assistance technique afin de fournir des services de conseil aux entreprises, un appui au renforcement des capacités, un appui en termes d'intermédiation et d'établissement de partenariats aux organisations paysannes et aux PME rurales, de manière à faciliter l'accès au SIF.

13. Les programmes Professional Pathways et Accelerator Fund, lancés actuellement par le FIDA dans le cadre de l'initiative ARM, permettront de renforcer la collaboration avec des fondations par le biais des fonds supplémentaires. De plus, le mécanisme SIF est actuellement en cours de développement. D'autres informations sur ces initiatives sont présentées dans l'appendice ci-après.

IV. Procédures de mobilisation de ressources auprès d'États non membres et d'autres partenaires de développement

14. Le Conseil d'administration est l'organe compétent pour statuer sur la question de l'acceptation de l'administration de fonds supplémentaires, ainsi que des conditions et restrictions y afférentes. Le Conseil a décidé de déléguer au Président une partie de ce pouvoir, à savoir la réception et l'administration de dons, provenant de quelque source que ce soit, destinés au financement de projets en cours du FIDA, ainsi que de dons octroyés par des États membres afin de financer des études et des activités d'assistance technique à court terme en lien avec les opérations du FIDA, aux conditions indiquées dans les documents EB 1986/28/R.47 et EB 1987/30/R.28.
15. En général, le Programme relatif aux parcours professionnels, le Fonds "accélérateur" et le mécanisme SIF ne financeront pas directement des projets en cours appuyés par le FIDA; par conséquent, toute proposition de contribution, émanant de fondations partenaires ou d'autres États non membres, résultant des initiatives ci-dessus sera présentée au Conseil d'administration pour autorisation. Compte tenu des efforts déployés à ce jour dans le domaine de la mobilisation de ressources, la direction envisage de demander au Conseil d'administration, début 2017, l'autorisation d'utiliser les contributions de fondations donatrices et les réserves des commissions de fonds supplémentaires pour une ou plusieurs de ces initiatives.
16. Des informations actualisées concernant les progrès accomplis sur la voie de l'élaboration de ces nouveaux mécanismes de financement figureront dans l'aperçu sur les fonds supplémentaires reçus, engagés et utilisés, qui est présenté tous les ans au Conseil d'administration lors de la session de septembre. En fonction des expériences qui ressortiront de la mise en place de ces mécanismes, on examinera dans quelle mesure les procédures en place pour l'acceptation de fonds supplémentaires facilitent le rôle de catalyseur du FIDA dans la mobilisation de ressources, et toute option susceptible d'améliorer ces procédures sera soumise à l'examen du Conseil.

Professional Pathways Programme

There are several key philanthropic-led efforts providing university scholarships to young people from economically disadvantaged communities in developing countries who have demonstrated academic talent and a potential to lead. Often however, graduates return to their home countries with excellent academic qualifications and perhaps internship knowledge, but little or no professional work experience, making the transition to a fulltime professional career challenging.

IFAD, through its decentralization strategy, has established 40 country offices to date, and seeks to bring that number to 45 offices. In addition to programme management and supervision, staff in these offices are strongly engaged in country level policy dialogue and partnership brokering, creating a dynamic professional environment with interaction among a diverse constituency. With additional human resource capacity, IFAD could achieve even greater results at country level.

IFAD is therefore creating the Professional Pathways programme, by which it will provide constructive and challenging three-year professional work experiences in its country offices to high-potential recent graduates of global scholarship programmes. By partnering with foundations that are dedicated to increasing access to education and employment to young professionals from developing countries, IFAD will help to ensure that young talent is getting the full spectrum of training, exposure and support needed to become the next generation of leadership.

Operating through a competitive process, applicants will have been pre-screened as a result of the scholarship programme selection process. Technical skills would be matched with IFAD's human resource needs in its country offices. Selected candidates will start at IFAD headquarters for six months to fully integrate into the organization, before spending two to three additional years in IFAD country offices – first in a country office outside of their own nationality to foster learning, followed by an additional 18 months to two years in their own country. Exposure to the diversity of operational, programmatic, technical, legal, financial and relational issues afforded by IFAD's daily operating environment will help Pathway participants to ultimately transition into a variety of professions across the public, non-profit and for-profit sectors. Participants will also benefit from training and career development support offered by the IFAD human resource department.

Outreach is underway with a select number of foundations to collaborate on the Professional Pathways Programme. The Programme will add a valuable last mile element to a foundation partner's scholarship investment, ensuring that high-potential leaders are provided with the full spectrum of support to help secure a productive professional career.

Accelerator Fund

The scale and global reach of IFAD's operations combined with its mandate and network of partners provides a unique pathway to accelerate innovations for smallholder agricultural productivity and sustainable rural livelihoods. At the same time, a number of leading philanthropic foundations are identifying and piloting innovative technologies and approaches to rural development, however may lack the substantive resources or geographic reach needed to truly take successful models to scale. Innovation challenges, social entrepreneurship awards and idea labs are gaining traction but generally within select countries or a region. The greater risk appetite held traditionally by philanthropy is indeed what enables these innovations, and can be a powerful asset to mesh with the rural development programmes financed by IFAD.

To leverage this potential win-win, IFAD is seeking a core group of foundation partners to create a new collaboration model designed to accelerate successful approaches and

technologies incubated by philanthropy via the IFAD global portfolio. IFAD will bring its financing, local relationships and global programme of work – in addition to country-based staff, project delivery and M&E frameworks – as a pathway to scale the successful models and innovations fostered by foundations. Foundations will bring their proven success models and targeted funding to support the uptake of innovations and new business models where close alignment with national priorities are identified.

The Accelerator Fund will have the objective of scouting, supporting and scaling innovations for smallholder agricultural productivity and sustainable rural livelihoods. Funding may include support for mainstreaming selected innovations within IFAD-financed projects or specialized technical assistance and policy engagement activities.

In line with shared strategic priorities, the Accelerator Fund would focus on the themes of resilience, food security and nutrition, poverty reduction, women's economic empowerment and smallholder agricultural development.

Proposals for support will be identified by calls to IFAD country programme managers and from Accelerator foundation partners who may propose specific innovations based on successful pilot interventions or social enterprise models ready for scale. In all cases, the Accelerator will provide support for national priorities as identified in the COSOP process.

Key to the scaling-up approach of the Accelerator Fund is a strong link with IFAD's existing country programmes. The specific implementation arrangements for each proposal financed by the Accelerator would be decided based on the nature of the proposal itself. In some cases, the most suitable arrangement may be to fully embed the implementation responsibilities within the project management units of established IFAD-financed investment projects. In other cases, implementation may be done by partners working with IFAD-financed projects or grantees working with the foundation partners (for example NGOs, financial institutions, farmers' organisations or private sector entities).

The Executive Board will be kept well informed as development of the Accelerator Fund further advances in early 2017.

Smallholder and SME Investment Finance (SIF)

It is evident that the rural credit gap remains significant for smallholder agriculture and that financial institutions or SMEs are not fully able to reach out and serve the middle/lower part of the smallholder pyramid. Micro-financiers tend to focus on the lower strata for short term needs while social investors, commercial banks and funds for alternative investments associated with particular risk still tend to concentrate on larger sized loans (above US\$500,000). However, the average loan size needed by producer associations/farmers organizations and rural SMEs is around US\$80,000 for term finance of equipment and working capital.

IFAD's main financial instrument - sovereign lending for public sector financing - has limitations in its capacity to unlock access to financial services for farmers organizations and rural SMEs in the agri-food sector. According to a study conducted by Dalberg in 2011 for IFAD, there are strong arguments for why a direct private sector finance facility would increase IFAD's impact on its target beneficiaries and more effectively leverage additional investments for smallholder agriculture. To service this client segment more effectively, IFAD aims at establishing the SIF to help bridge the persistent gap between demand and supply of financial services.

The SIF aims at providing mostly debt finance in the range of US\$30,000 - US\$300,000 directly to smallholder inclusive rural and agri-food SMEs and to the larger and more

structured rural producer organizations for working capital to manage their operations, term loans, farms renewal, plantations, irrigation, certification, new technologies, equipment for processing, transformation or for climate adaptation. The SIF would eventually also seek equity and quasi-equity investments, possibly coupled with guarantee and underwriting mechanisms, including through other partners. Depending on resources available the SIF could eventually also take equity stakes in existing impact investment funds – e.g. agriculture SME funds, microfinance institutions, climate insurance funds or others – to enhance financial deepening and increase rural outreach of inclusive financial services for the benefit of smallholder agriculture in IFAD member countries.

The SIF will offer an investment opportunity for donors, DFIs, private sector foundations and investors that have expressed early interest in the concept and are seeking to reach IFAD's target groups to improve production and productivity significantly. The SIF will leverage IFAD's portfolio of public sector-funded programmes, its de-risking mechanisms through IFAD's regular portfolio from replenishment fund, financial instruments, public-private producer partnership mechanism, and mobile information platform, blending opportunities with other partners, its smallholder organizations client base, and its field presence and retailing capacity, garnered over 40 years of work in rural development financing. The IFAD portfolio and de-risking mechanism is the main "pillar" of the Framework for Smallholder Agricultural Finance (SAFIN).

IFAD's portfolio of projects would offer an organized market of producers with better capacity and lower risks and transaction costs that would facilitate direct investments and rural SME financing through the SIF, the second "pillar" of the Framework. While SIF investments and the IFAD portfolio will complement and leverage each other, SIF operations would be assessed and financed separately from IFAD's normal programme and there will be no transmission of financial risks from SIF to IFAD operations. Institutional and legal arrangements are still being designed but they will effectively separate the assets and liability of the SIF from those of IFAD and ensure that no IFAD core resources will be used to discharge liabilities or meet losses, if any, arising from the operation of the SIF.

The SIF will need to be capitalized as it is not envisaged to use IFAD core replenishment resources for this purpose. Conscient of the relatively higher risk environment, and the fact that internal capacity will need to be built to service the SIF, it is proposed to start conservatively so as to prove the concept and grow progressively as SAFIN demonstrates to be a valid response to SME financing needs.

To facilitate and accompany SIF business initiatives, IFAD will set up and manage a Technical Assistance Facility (TAF) to provide advisory services to farmers organizations and rural SMEs, allowing them to access new opportunities for partnerships and business development. The expected needs of technical assistance include institutional strengthening and capacity building for the preparation of business deals, brokerage services for business partnerships between private sector and farmers organizations, product development, etc. Intermediation and match-making has often proved to be a major constraints in the capacity of smallholder organization and private businesses to develop joint business plans of the quality required for adequate decision making. While the majority of IFAD supported projects already include capacity building components for farmers organizations, some governments are reluctant to borrow for technical assistance related to private sector activities or SMEs operations and to outsource such services to private professional service providers. Therefore, the TAF will be seeking to raise grant funds and to partner with other institutions including FAO, consultancy firms and specialized technical agencies to provide support for SAFIN operations and private sector development, particularly those funded by the SIF.

In summary, SIF is one of the three pillars of the SAFIN Framework as shown in the figure below:

